

**ARRETE DU MAIRE****N°58-2022**

**D'opposition à une déclaration préalable  
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest**

**Le maire de Soucieu-en-Jarrest,**

**Vu** la déclaration préalable présentée le 21/09/2022 par SAS S2B2 représentée par M. ANDLAUER demeurant 11 rue de la Voie Lactée 69370 SAINT DIDIER AU MONT D'OR enregistrée DP 069 176 22 00077,

**Vu** l'objet de la déclaration :

- pour Division en vue de construire ;
- sur un terrain situé Les Littes 69510 SOUCIEU EN JARREST;

**Vu** le code de l'urbanisme ;

**Vu** le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018 ;

**Vu** l'avis défavorable du service Voirie Sud du Département du Rhône en date du 12/10/2022 ;

**Considérant** que conformément à l'article 3 de la zone UA du PLU, le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité ;

**Considérant** que le projet prévoit la création d'un accès pour chaque lot à bâtir ;

**Considérant** que le projet ne respecte pas l'article 3 du règlement du PLU ;

**ARRÊTE****Article unique**

**Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable.**

Fait à SOUCIEU EN JARREST,  
Le **21 OCT. 2022**

M. PITOUT,  
Adjoint au Maire en charge de l'urbanisme  
Pour le Maire empêché



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

En application du décret N°2004-112 du 12/02/2004, le pétitionnaire peut contester le refus de visa conforme de l'Architecte des Bâtiments de France auprès du Préfet de région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision. Le Préfet de région se prononce dans un délai de 3 mois après consultation de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites.